

MIGRER

au féminin

Espérance Gahongayire-Patureau

Rwanda / France





Espérance Gahongayire-Patureau

“ Je suis née le 6 juillet 1955 à Butare (Astrida au temps de la colonisation), au sud du Rwanda. J'étais l'aînée d'une fratrie de 10 enfants, six frères et quatre sœurs « de même père et de même mère » ! C'est une plaisanterie : dans certains pays d'Afrique, les gens utilisent beaucoup cette expression qui m'amuse beaucoup. Butare regroupait toutes les écoles importantes du Rwanda, ce qui faisait dire aux gens que ceux qui y étaient nés avaient déjà de l'avance sur le reste du pays. À ma naissance, mon père avait 21 ans et il enseignait déjà. Il était instituteur. Ma mère avait 19 ans. À la maison, il y avait des livres et toutes sortes de matériel pédagogique, tel un boulier compteur dont je me suis d'ailleurs servi avec mes propres enfants lorsque nous étions en vacances là-bas.

Le Rwanda a mis en place une politique ouvertement discriminatoire à l'encontre des personnes identifiées comme étant des Tutsi dès son indépendance, en 1962. Étant moi-même Tutsi, l'école secondaire et les études supérieures m'étaient inaccessibles. J'ai tout de même suivi une formation en comptabilité et en secrétariat. Mais cela ne me satisfaisait pas. Il a donc fallu que je me débrouille toute seule pour ce qui est des connaissances générales, en m'arrangeant avec des amis. C'est ainsi que j'ai pu apprendre les mathématiques modernes avec une expatriée française à qui j'ai donné des cours de kinyarwanda.

En 1931, les Belges ont instauré une carte d'identité ethnique, de manière tout à fait arbitraire, en se basant sur la position sociale des uns et des autres. À l'origine, le terme Tutsi désignait les éleveurs de vache, celui de Hutu les agriculteurs et celui de Twa les potiers. Il était tout à fait possible, pour un Tutsi, de devenir Hutu, ou pour un Hutu, de devenir Tutsi, en fonction du nombre de vaches qu'il possédait. Les Belges ont transformé en ethnies les différentes positions que chaque groupe occupait dans la société. C'est la raison pour laquelle une même famille pouvait comporter à la fois des individus Tutsi et Hutu. C'est absurde de parler d'ethnies, en ce qui concerne les Rwandais, puisque nous partageons tous le même territoire, la même langue et les mêmes traditions. Ce sont les colonisateurs qui ont repris à leur compte les théories racistes propres à leur temps, en rangeant la population rwandaise dans des catégories dont ils se sont servis pour manipuler la population. C'est en appliquant l'adage « diviser pour mieux régner » qu'ils sont parvenus à s'imposer.

Ce pan de notre histoire est important car il permet de comprendre en quoi le génocide perpétré en 1994 contre les Tutsi est l'aboutissement d'un processus qui a débuté beaucoup plus tôt. *Peu de gens savent que dès l'indépendance du Rwanda, les pogroms contre les Tutsi ont jalonné son histoire, comme par exemple celui qui s'est déroulé en 1963, et où l'on estimait déjà le nombre de morts à 35 000.*

Pourtant, lorsque je regarde en arrière, mon enfance a été très heureuse, avec mes parents, mes frères et mes sœurs. Cette histoire de séparation – à l'école primaire, en classe, les instituteurs nous demandant de lever le doigt pour séparer les Hutu et les Tutsi - « Les Hutu, mettez-vous à gauche, les Tutsi, mettez-vous à droite : on vous renverra chez vous, en Abyssinie !... » On était jeunes, on ne comprenait pas. Souvent,

lorsque l'instituteur demandait aux élèves : « Les Hutu, levez-vous ! », leurs camarades Tutsi se levaient aussi car ils ne savaient pas qu'ils étaient Tutsi. Avec le recul, je pense que nos parents évitaient de nous expliquer certaines choses, car ils voulaient nous préserver.

Moi, malgré tout, rien ne me paraissait infranchissable. Je dois préciser que mes parents étaient très ouverts, qu'ils m'ont donné une éducation plutôt atypique

dans le contexte de l'époque. À la maison

toutes les tâches étaient partagées, et je parlais du principe que tout ce que mes frères faisaient, moi aussi je pouvais le faire.

Je jouissais d'une grande liberté. Je pense, par exemple, pouvoir affirmer que je suis la première fille, au Rwanda, à avoir conduit une moto.

Lorsque les gens me voyaient passer, ils m'applaudissaient ! Mon père m'avait appris à faire du vélo, mais le Rwanda est un pays de collines, alors le vélo... ça va pour dévaler les pentes, mais pour les remonter ! Aujourd'hui, je m'aperçois que j'étais une féministe avant l'heure.

J'ai aussi été responsable des guides, l'équivalent des scouts, mais pour les filles. **Je trouvais regrettable que certaines femmes soient analphabètes.** J'ai entrepris de

leur apprendre à lire et à écrire. Une fois qu'elles étaient instruites, ça leur donnait de nouvelles ambitions. Elles voulaient travailler. J'ai créé un atelier de couture et certaines sont devenues tailleuses. Bien des années plus tard, l'une d'elles, que j'ai retrouvée, m'a dit : « Cheftaine, aujourd'hui, j'ai un amoureux. Je me demande comment j'aurais pu lui écrire si je n'avais pas appris ! ».

J'étais insouciante et malgré tous les freins, j'ai fini par trouver un emploi de vendeuse, en 1972, dans une papeterie tenue par un couple d'expatriés belgo-italien. J'ai travaillé très jeune, dès l'âge de 17 ans et demi, avec l'accord écrit de mes parents, puisque je ne pouvais pas poursuivre mes études. Soit dit en passant, je me demande bien pourquoi on parle d'expatriés lorsqu'il d'agit d'Européens, et non pas d'immigrés.

En 1973, de violentes campagnes ont de nouveau été lancées contre les Tutsi. Je me suis fait chasser du travail et mon père aussi. De nouveau, certains Tutsi - ceux qui en avaient la possibilité - ont décidé de fuir, mais nous, avec notre famille nombreuse, c'était compliqué. Et puis mes parents en avaient vu d'autres. Ils nous ont dit « Attendons, on va voir ». Cela dit, c'était le lot de tous les Tutsi. Alors on est restés chez nous, à attendre je ne sais quoi.

Dans les jours qui ont suivi, le général Juvénal Habyarimana a pris le pouvoir à la faveur d'un coup d'État. Comme il tenait un discours de paix et d'unité, cela nous a rassurés. Alors au bout d'une semaine ou deux, petit à petit, on est ressortis de chez nous.

Plus tard, quand mes patrons sont partis, le commerce a été repris par une grosse entreprise et j'en suis devenue la gérante. Dans un même temps, je gérais des maisons d'anciens colons qui avaient laissé leurs biens en location, après avoir quitté le pays.

C'est comme ça que j'ai fait la connaissance de Bernard, en 1977. Il était ingénieur agronome et venait d'arriver en mission à Butare afin de développer un projet de culture du soja. Il cherchait une maison et des bureaux. Il était Français, alors il est allé voir d'autres Français qui lui ont conseillé d'aller voir Mlle Espérance - c'est comme cela qu'on m'appelait. L'école française venait en effet d'être déménagée et le bâtiment était libre. J'ai accepté de le lui louer et chaque mois, il venait payer son loyer. Petit à petit, nous avons appris à nous connaître. C'est comme ça que notre histoire a débuté, tout doucement.

Lorsqu'il a débarqué au Rwanda, Bernard ne connaissait pas le contexte local. À peine a-t-il été installé qu'il a été convoqué par l'Inspection du travail. Celui-ci lui a fait savoir qu'il n'avait pas le droit d'embaucher un Tutsi - ce qu'il avait fait - car il n'avait pas dix employés. **C'était la règle des quotas. Quels que soient les domaines**

d'activité, les Tutsi n'avaient le droit de participer qu'à hauteur de 10%... en théorie !

Dans la réalité, ils étaient totalement exclus de la vie sociale et politique.

Lorsque deux ans plus tard, mon futur époux s'est rendu chez mes parents pour demander ma main, mon père lui a répondu que de toute façon, j'avais déjà pris ma décision. Le seul point qui lui posait problème, c'était l'idée de ne plus me revoir. Bernard l'a rassuré : « Ne vous inquiétez pas, elle reviendra tous les ans », et c'est ce que nous avons fait, sauf lors de mes accouchements.

La double nationalité n'étant pas acceptée, j'ai renoncé officiellement à la nationalité rwandaise et je suis restée apatride pendant quelques mois. Les gens me disaient : « Tu te rends compte, tu es apatride ! », mais je m'en fichais. J'étais jeune, amoureuse et heureuse de vivre. Après que j'ai obtenu la nationalité française, nous nous sommes mariés. C'était en 1979. J'avais 24 ans. Et j'aurai suivi Bernard n'importe où ! Je suis devenue Française par amour. Si Bernard avait été Chinois, je serais devenue Chinoise, ça c'est sûr !

Avant de rencontrer Bernard, je n'avais jamais envisagé de partir à l'étranger, ni même de me marier. La plupart des filles vivaient dans le but de fonder une famille, mais moi, j'étais un garçon manqué. J'étais libre et je tenais à mon indépendance. Les gens se demandaient d'ailleurs si j'allais un jour me marier. Déjà, une fille à moto ! Et puis je ne me voyais pas quitter mes parents, je ne m'imaginai pas, surtout, ne plus voir ma mère tous les jours. **Il y avait beau avoir des problèmes au Rwanda, pour moi, c'était inimaginable de quitter mon pays, ma famille.**

En tout état de cause, le climat était tel que tout nous semblait « normal » : le fait de n'avoir aucun droit, qu'il y ait des tueries... C'était notre quotidien, mais c'était tabou. Personne n'en parlait. En fait, nous n'avions pas le choix. Ceux qui ne supportaient pas, soit ils partaient, soit ils étaient tués. On vivait dans un climat qui était devenu notre normalité.

Même mariée, les deux premières années, j'allais voir mes parents tous les jours. Et puis Bernard est arrivé à la fin de son contrat et nous avons « définitivement » quitté le Rwanda. Nous avons vécu au Gabon, en Côte d'Ivoire, en Guinée-Conakry, en Centrafrique, au gré de ses missions. Nous revenions tous les ans pour les vacances. Nous avons eu deux filles et plus tard, nous avons adopté mes deux seuls neveux qui ont survécu au génocide contre les Tutsi.

En 1994, nous nous trouvions en Guinée. De voir les images, en direct, défiler à la télé !

J'appréhendais d'assister en direct à l'extermination de ma propre famille. Au fond de moi, je savais que ma famille, c'était pareil. Je savais que ma famille était en train de vivre ça, je le savais. Vivre ainsi, pendant trois mois, avec de jeunes enfants à qui je devais faire l'école... **Je ressentais une angoisse et une impuissance indicibles.**

Quelques années après, mes enfants m'ont fait remarquer : « Maman, ça a l'air d'aller mieux ». C'est là que j'ai réalisé dans quel état je me trouvais. **Des dix personnes de ma famille qui se trouvaient au Rwanda, seul mon petit frère en a réchappé. Ma sœur et moi avons la chance de vivre à l'étranger. C'est pour cela que nous sommes vivantes. Quand je repense à cette période, c'était l'enfer, le trou noir.**

Je suis retournée chez moi en 1996. Lorsque je suis arrivée à l'aéroport, je me suis demandée où j'allais loger, parce que je n'avais plus de maison, plus d'amis. **La maison de mes parents avait été criblée de balles. Tous les arbres, tous les arbustes avaient été arrachés. Tout était détruit.** Les herbes folles avaient poussé. On discernait encore une odeur de cadavres. C'est comme cela qu'on reconnaissait les maisons des Tutsi. Il faut savoir qu'aujourd'hui encore, toutes les fosses communes n'ont pas été retrouvées. Les recherches se poursuivent toujours et tous les ans, on essaye encore d'enterrer les nôtres dans la dignité.

Je dis toujours que le Rwanda et la France sont les deux pays qui m'ont fait le plus souffrir. Ma famille a été tuée par le pouvoir en place. Nous avons été abandonnés par la France qui d'ailleurs, soutenait le gouvernement rwandais de l'époque et a aujourd'hui reconnu sa part de responsabilités dans cette entreprise d'extermination de tout un peuple. **On estime qu'en l'espace de trois mois, plus d'un million de Tutsi ont été assassinés.** Toutes les forces étrangères étaient parties. Il ne restait plus que 270 casques bleus de l'ONU (sur un effectif initial de 2500), lorsque le génocide d'avril 1994 a commencé. Les gens ne se rendent pas compte de ce qu'est un génocide. Quand j'en parlais, il est arrivé que certains me répondent : « Oui, je comprends ta douleur, j'ai perdu mon oncle dimanche dernier. » Il faut bien comprendre qu'il y avait des listes qui étaient respectées scrupuleusement : celui-là, je l'ai fait. Celui-là, pas encore. Les victimes ont été pourchassées, acculées. Au Rwanda, c'est difficile de se cacher. Ça n'est pas tellement boisé, il y a beaucoup de jardins, tous les petits lopins de terre sont cultivés. Et puis on se connaissait tous, on avait tout fait ensemble, l'école, les jeux, les marchés, les mariages...



Chacun savait qui était Hutu et qui était Tutsi. **Les Tutsi ont été torturés, massacrés. Leurs corps étaient jetés n'importe où.** J'ai attendu longtemps avant de savoir où mes parents avaient été jetés. Et quelle arrogance, de la part des génocidaires qui nous ont fourni l'information, à moi, ma sœur et mon frère, sans compter que nous avons été obligés de payer des hommes pour qu'ils aillent nous récupérer leurs ossements, à 15 mètres de profondeur.

Oui, on a fait ça : on a ramassé les os pour essayer de les identifier et c'est tant mieux, parce qu'il y a des gens qui ont été chercher les corps mutilés de leur famille alors qu'ils étaient encore reconnaissables. C'était affreux car on voyait qu'ils avaient été torturés mais au moins, eux, on ne pouvait pas leur raconter d'histoires, c'était bien leur famille. De vivre avec des gens qui vous haïssent à ce point ! On se dit : « Qu'est-ce qu'on a fait ? ».

Quand on vit un génocide à distance, on se dit, à propos de ses proches, ils sont quelque part, je vais peut-être les retrouver. Il m'arrivait parfois, par exemple, d'apercevoir un homme de dos et de me dire, c'est mon père ! Mais non, ce n'était pas mon père.

Et puis c'est quelque chose d'entendre dire, lors des commémorations, de la part de ceux qui n'avaient que deux ou trois ans, à l'époque : « Je viens, mais je n'arrive à me souvenir de personne. Au moins, vous, vous vous souvenez de leurs visages ». D'autres nous ont demandé : « **Mais qu'est-ce que vous aviez fait pour qu'on vous haïsse à ce point-là ?** Ils ne se sont tout de même pas levés pour vous agresser sans que vous leur ayez fait quelque chose ! ». J'ai rencontré une femme qui m'a raconté avoir demandé à son père, alors qu'elle était cachée avec toute sa famille : « Papa, mais pourquoi ils nous pourchassent ? Tu as dû leur faire quelque chose. Dis-moi ce que tu leur as fait. » Et son père lui a répondu : « Pour l'instant, on essaie de se cacher, mais si tu survivs à tout ça, peut-être qu'un jour quelqu'un te donnera une explication ». Aujourd'hui, elle sait que la seule raison, c'était d'être né Tutsi.

C'est pour cela qu'avec Bernard, on s'est impliqué dans l'association IBUKA, en créant l'antenne du Montargois. Nous voulions nous investir dans un travail de mémoire. **IBUKA veut dire « Souviens toi ».** Aujourd'hui, on n'a même pas le droit de qualifier les monstres responsables de cette tuerie de « génocidaires », on doit les appeler des « présumés génocidaires », quand bien même tout le monde est au courant, et comme si nos familles étaient « présumées mortes ». Auparavant, tous les ans, je me rendais au Rwanda pour visiter ma famille. J'enseignais d'ailleurs le kinyarwanda à mes enfants, pour leur permettre de dialoguer avec ma mère qui ne comprenait pas le français.

Après le génocide, nous sommes rentrés définitivement en France. Il n'y avait plus lieu de faire l'école à la maison. Ma fille aînée était entrée au collège. J'étais hantée par toutes les horreurs qu'avait subi ma famille et j'ai eu envie de travailler pour continuer d'avancer. J'avais besoin de m'occuper l'esprit, de trouver un travail « thérapeutique ». Une conseillère pour l'emploi m'avait affirmé qu'à mon âge, avec mes origines étrangères, ce serait dur d'obtenir un emploi. J'ai décroché un poste dans la grande distribution.

C'est grâce à mon emploi que j'ai pu rencontrer beaucoup de gens. J'ai aussi entrepris des démarches auprès de la mairie de Chalette qui soutient, depuis, toutes les actions de notre association. Je suis contente d'avoir travaillé dans le commerce car cela m'a permis de découvrir une réalité de la vie en France que je ne connaissais pas.

Plus tard, je suis devenue conseillère municipale. Mon mari et moi sommes impliqués dans la vie locale. Il a fait un mandat. J'ai fait le suivant. Il est décédé en 2017. Ça a été un coup dur, mais comme j'ai toujours été très active, j'ai repris le dessus et j'ai continué de gérer la cellule locale d'IBUKA. **Je tiens aussi à préciser que tout au long de ma vie, j'ai fait énormément de rencontres très enrichissantes, et que j'ai beaucoup de gratitude pour mes ami-es qui m'aident à gérer les activités de l'association, chose que je ne pourrais pas faire toute seule.**

Je me rends au Rwanda aussi souvent que je le peux, car j'y ai encore mon frère et ma sœur. Depuis le décès de Bernard, il m'est arrivé de croiser des gens qui me disent : « Ah, mais je croyais que tu étais rentrée chez toi ? » Je leur réponds : « Chez moi, c'est ici. » La France, c'est aussi mon pays. Le Rwanda et la France sont les deux pays où je me sens bien pour vivre.

Tous les pays sont beaux, mais je ne me verrais pas vivre ailleurs. Je suis très bien en France, je suis très bien au Rwanda, on ne peut pas me demander de choisir. D'ailleurs, je possède aujourd'hui la double nationalité puisque ces dernières années, une nouvelle loi l'a rendu possible.



Témoignage recueilli par Mémoires Plurielles (mai 2022).